Ras-le-bol dans la police : « On se sent désavoués. On demande des chiffres à la police, mais jamais à la justice. »

26/08/2014 à 22h03

Dans des quartiers où les trafiquants font la loi, difficile pour la police d'effectuer son travail. Manque de moyens, de considération… le malaise est palpable. Dans les zones de non-droit, la situation est désormais hors de contrôle.

« **On se sent désavoués. On demande des chiffres à la police, mais jamais à la justice.** » Il tient à garder l'anonymat, pour ne pas avoir d'« ennuis avec la direction ». Mais l'homme qui se confie à Valeurs actuelles est à bout de nerfs. Désabusé. « Il y a un sentiment d'impunité pour ceux qu'on arrête. On tourne en rond, on cautionne un système. **Les personnes qu'on arrête quinze, trente fois, sans qu'il se passe rien… c'est une confrontation de tous les jours** », témoigne le policier qui travaille dans **l'une des zones de sécurité prioritaires (ZSP) les plus difficiles de France, à Barbès Château-Rouge.**



Gestion des pillages, émeutes, vols, viols, drogues… ces affaires sont son quotidien. Et **le constat qu'il dresse en une phrase pourrait résumer la situation française : « Les zones de non-droit en France existent, c'est un fait.** »

Un autre fonctionnaire de police exerçant dans une ZSP d'une grande ville de province témoigne le même ressenti : « **Le droit n'est pas appliqué là où on travaille. Il y a une transformation des faits.** Par exemple, des receleurs de produits contrefaits sont requalifiés en vendeurs à la sauvette pour aller plus vite dans la paperasse administrative et donner des chiffres. **Sur ces marchés de contrefaçons, ce ne sont quasiment que des sans-papiers.** Mais on ne peut rien faire. […]

Valeurs Actuelles